

Harkis : Hollande et Todeschini toujours à côté de la plaque



A l'approche des présidentielles, la classe politique s'active quelque peu pour tenter de rallier les suffrages de la communauté des harkis, c'est-à-dire la minorité de ceux qui ont pu malgré les abjectes consignes de 1962, gagner la métropole et éviter les horribles représailles qui attendaient alors les combattants de la France dans l'Algérie soumise à la loi du F.L.N.

Le ministricule des anciens combattants et de la mémoire (un terme bien pompeux en l'occurrence) s'active en inaugurant plaque sur plaque « en hommage aux harkis », c'est bien sûr beaucoup moins coûteux que les effets d'une véritable loi de réparation, toujours reportée aux calendes grecques.

En peu de temps, une demi-douzaine de plaques commémoratives ont ainsi été apposées dans divers lieux du sud de la France. Ainsi, le 25 juillet 2016, une plaque a été inaugurée à 16 h 30 au hameau de forestage de JUZET D'IZAUT (31). Selon la presse locale (La Dépêche), le déplacement du ministre fait suite au « plan d'action » voulu par le Président de la République et présenté le 25 septembre 2014.

En fait, plus que jamais, ce sont des effets d'annonce et des gesticulations qui tiennent lieu de politique plutôt qu'une véritable volonté d'intégration d'une communauté toujours et encore sacrifiée ! Les socialistes (et est-il besoin de le préciser l'extrême gauche encore davantage) ont toujours méprisé ceux qui aiment la France et même ceux qui ne la combattent pas en vertu de la nécessité suprême de libérer les peuples du pire des crimes : la domination coloniale !

Je puis en témoigner : le peu regretté NESTI[1], un horrible personnage, (j'ai eu la confirmation de ceci récemment par d'anciennes collègues) ardent militant socialiste, puis longtemps défenseur patenté des immigrés, m'a très vivement reproché, il y a une vingtaine d'années, d'avoir contribué à exfiltrer d'Algérie une famille d'un ancien harki, mort pour la France, plutôt que d'avoir œuvré à la venue d'une famille algérienne F.L.N. !

Aujourd'hui, à la veille d'élections déterminantes pour l'avenir de notre pays, il appartient aux militants de la cause harkie de rappeler aux candidats de la gauche, leur peu d'aménité à notre égard[2]. Normal Premier a multiplié les gestes de provocation à l'égard des pieds-noirs et des harkis : officialisation de diverses façons de la commémoration du 19 mars 1962, participation de l'armée algérienne aux festivités à Paris du 14 juillet 2014. N'est-ce pas pourtant le même qui, le 11 septembre 2007 par la question écrite 4228, (voir J.O. Assemblée nationale du 5 février 2008, p. 984-985), au Secrétaire d'Etat à la Défense chargé des anciens combattants, prônait une véritable politique de réparation du drame subi ?

C'est bien lui qui demandait alors quand le Parlement « sera saisi d'un projet de loi » où apparaîtrait notamment « la reconnaissance officielle de la responsabilité des gouvernements de 1962 dans l'abandon et les massacres des harkis ».

Paroles, paroles, paroles !

Dans un tel domaine, ceci apparaît, on ne peut qu'en convenir, particulièrement odieux.

Jean-Michel WEISSGERBER

[\[1\]](#) Les initiés sauront de qui il s'agit !

[\[2\]](#) Sait-on jamais, nul n'est condamné à persévérer dans l'erreur et la faute !